

F. 85 — 1380

16 JUILLET 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 62, § 2, modifié par l'arrêté royal n° 29 du 25 décembre 1978;

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage, notamment l'article 2, § 1, 1<sup>o</sup>, modifié par l'arrêté royal du 5 décembre 1983;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour sans retard les textes qui font encore référence à d'anciennes dispositions en matière de stage des jeunes, alors qu'elles ont été remplacées par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, § 1, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage, modifié par l'arrêté royal du 5 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> qu'il soit inscrit comme demander d'emploi et, le cas échéant, ait introduit une demande de stage visée à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes; »

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 85 — 1381

18 JUILLET 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 février 1961 relative aux substances thérapeutiques d'origine humaine, notamment les articles 2, 4 et 5;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine;

Vu l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

N. 85 — 1380

16 JULI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 62, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 29 van 15 december 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup>, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 december 1983;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zonder verwijl de teksten bij te werken die nog verwijzen naar vroegere bepalingen inzake de stage der jongeren terwijl zij werden vervangen bij koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 dat op 1 januari 1984 in werking is getreden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1<sup>o</sup> dat het ingeschreven is als werkzoekende en, in voorkomend geval, een aanvraag om stage ingediend heeft, bedoeld in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces; »

**Art. 2.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 1381

18 JULI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1971 betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 februari 1961 betreffende de therapeutische bestanddelen van menselijke oorsprong, inzonderheid op de artikelen 2, 4 en 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1971 betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'urgence de prendre des mesures pour prévenir la propagation du syndrome d'immunodéficience acquise (S.I.D.A.) par les substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine;

Considérant qu'il est nécessaire d'appliquer sans tarder les connaissances actuelles sur le virus de l'hépatite-B et les méthodes pour déceler le virus;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 15, 3°, de l'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine est remplacé par la disposition suivante :

« 3° la recherche sérologique de l'antigène HBs n'est pas négative. La recherche doit être faite selon une méthode de sensibilité suffisante pour détecter 5 nanogrammes d'antigène HBs par ml. »

**Art. 2.** L'article 15 du même arrêté est complété comme suit :

« 10° ils appartiennent ou peuvent appartenir à des groupes de sujets considérés comme étant exposés à un risque au syndrome d'immunodéficience acquise (S.I.D.A.). »

**Art. 3.** A l'article 18 du même arrêté, les 3° et 4° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 3° Par dérogation à l'article 15, 3° et 4°, le prélèvement peut avoir lieu chez des sujets sains qui sont porteurs d'antigène HBs, à condition que le sang soit uniquement destiné à produire le vaccin anti-hépatite B, et chez des sujets sains ayant encourus l'hépatite A plus d'un an avant le prélèvement du sang;

4° Par dérogation à l'article 15, 8°, le prélèvement de sang est autorisé chez des sujets récemment vaccinés contre la rage, pour autant que la vaccination ait été uniquement préventive, qu'elle ait été faite avec un vaccin inactivé et que le prélèvement serve uniquement à la préparation de gammaglobulines spécifiques antirabiques. »

**Art. 4.** L'article 20 du même arrêté est complété comme suit :

« Lors de l'anamnèse, l'attention des donneurs doit être attirée sur l'existence de groupes à risques considérés comme étant plus exposés au syndrome d'immunodéficience acquise (S.I.D.A.). »

**Art. 5.** L'article 21, 3°, du même arrêté est complété comme suit :

« et la recherche de l'albuminurie et de la glycosurie. »

**Art. 6.** L'article 21, 4°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 4° à chaque prélèvement, un examen cardiovasculaire succinct comportant au moins le contrôle du pouls radial et de la tension sanguine ainsi que la recherche des signes extérieurs d'ictères. »

**Art. 7.** L'article 23, 2°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° une recherche de l'antigène HBs par une méthode de sensibilité suffisante pour détecter 5 nanogrammes d'antigène HBs par ml. »

**Art. 8.** L'article 23 du même arrêté est complété comme suit :

« 3° une recherche d'anticorps contre le virus LAV/HTLV3 par une méthode déterminée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Lorsque le prélèvement se fait par plasmaphérèse chez un donneur qui se présente régulièrement, la recherche sérologique ne se fait que trimestriellement. »

**Art. 9.** L'article 26, 3°, 4e alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les donneurs de sang qui subissent des plasmaphéreses, un bilan biologique sera dressé tous les six mois, comprenant notamment la détermination du taux de protéines totales dans le sérum, un protéinogramme et un test permettant de détecter la cytolysse hépatique. »

**Art. 10.** A l'article 30, D, 1°, du même arrêté, les mots « au moins 4,5 g » sont remplacés par les mots « au moins 4 g ».

**Art. 11.** A l'article 30, F, du même arrêté, il est inséré une disposition libellée comme suit :

« 4° la gammaglobuline humaine anti HBs doit contenir au moins 100 Unités internationales d'anti-corps anti-HBs par ml. »

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend geboden is maatregelen te nemen om de verspreiding van het verworven immunodeficiëntiesyndroom (A.I.D.S.) door de therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong te voorkomen;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld de huidige kennis inzake het hepatitis-B virus en de methoden om het virus op te sporen aan te wenden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 15, 3°, van het koninklijk besluit van 10 november 1971 betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling, van therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong wordt vervangen door de volgende bepaling

« 3° dat het serologisch onderzoek op het HBs-antigeen niet negatief is. Het onderzoek moet worden gedaan volgens een methode die gevoelig genoeg is om 5 nanogram HBs-antigeen per ml aan te tonen. »

**Art. 2.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt

« 10° dat ze behoren of kunnen behoren tot groepen van personen van wie wordt aangenomen dat ze aan een verhoogd risico voor het verworven immunodeficiëntiesyndroom (A.I.D.S.) blootstaan. »

**Art. 3.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de 3° en 4° vervangen door de volgende bepalingen :

« 3° In afwijking van artikel 15, 3° en 4°, mag bloed worden afgenomen van gezonde personen die drager zijn van het HBs-antigeen op voorwaarde dat het bloed enkel voor de produktie van het anti-hepatitis B-vaccin bestemd is, en van gezonde personen die meer dan één jaar vóór de bloedafname aan hepatitis A hebben geleden;

4° In afwijking van artikel 15, 8°, mag bloed worden afgenomen van onlangs tegen hondsdolheid gevaccineerde personen, voor zover de vaccinatie uitsluitend als preventie en met een geïnactiveerd vaccin gebeurde en voor zover dat bloed uitsluitend dient voor preparaten van specifieke anti-rabies gammaglobulinen. »

**Art. 4.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt

« Tijdens de anamnese moeten de bloedgevers erop gewezen worden dat er risicogroepen bestaan waarvan wordt aangenomen dat ze meer blootstaan aan het verworven immunodeficiëntiesyndroom (A.I.D.S.). »

**Art. 5.** Artikel 21, 3°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« en het onderzoek naar albuminurie en glucosurie. »

**Art. 6.** Artikel 21, 4°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° bij elke afneming, een beknopte cardiovasculaire keuring die ten minste de controle van de polsslag om het spaakbeen en van de bloeddruk omvat alsmede een onderzoek naar de uitwendige tekens van geelzucht. »

**Art. 7.** Artikel 23, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° op HBs-antigeen door een methode die gevoelig genoeg is om 5 nanogram HBs-antigeen per ml aan te tonen. »

**Art. 8.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt

« 3° op antistoffen tegen LAV/HTLV3 virus volgens een methode bepaald door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft. Wanneer de bloedafname door plasmaféresis gebeurt bij een donor die zich geregeld aanmeldt, wordt dit serologisch onderzoek slechts trimestrieel uitgevoerd. »

**Art. 9.** Artikel 26, 3°, 4e lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij de bloedgevers die plasmaféresis ondergaan, zal om de zes maanden een biologische evaluatie worden opgemaakt die onder meer omvat : de bepaling van het totale eiwitgehalte van het serum, een proteïnogram en een test die toelaat de cytolysse van de levercellen op te sporen. »

**Art. 10.** In artikel 30, D, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « ten minste 4,5 g » vervangen door de woorden « ten minste 4 g ».

**Art. 11.** In artikel 30, F, van hetzelfde besluit wordt een bepaling ingevoegd luidend als volgt :

« 4° de anti-HBs-gammaglobuline van menselijke herkomst moet ten minste 100 Internationale Eenheden per ml anti-HBs-antistoffen bevatten. »

Art. 12. A l'article 30, F, du même arrêté, les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> deviennent respectivement les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>.

Art. 13. L'article 30, G, 1<sup>o</sup> du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> La préparation renferme le constituant soluble de plasma humain qui, après addition de thrombine est transformé en fibrine. La méthode de préparation doit réduire, autant que possible, le risque de transmission de l'hépatite virale et du virus LAV/HTLV3. La recherche de l'antigène HBs et des anticorps LAV/HTLV3 doit s'être révélée négative pour chaque donneur. Les établissements utilisant plus de vingt donneurs pour les mélanges de plasma sont tenus d'en informer l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie et d'indiquer le nombre maximum de donneurs constituant le lot. »

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1985.

Art. 15. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique  
et à l'Environnement,  
F. AERTS

F. 85 — 1382

1<sup>er</sup> JUILLET 1985. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 juillet 1983 portant classification fonctionnelle et économique normalisée des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes des centres publics d'aide sociale

Le Ministre des Affaires sociales, le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et l'Environnement,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1983 portant introduction de la classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses dans le budget et les comptes des centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1983 portant classification fonctionnelle et économique normalisée des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes des centres publics d'aide sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de compléter la classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses et qu'il est nécessaire de porter sans délai ces éléments complémentaires à la connaissance des centres publics d'aide sociale en vue de l'établissement de leur budget pour l'exercice 1986

Arrêtent :

Article unique. Les annexes à l'arrêté ministériel du 12 juillet 1983 portant classification fonctionnelle et économique normalisée des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes des centres publics d'aide sociale sont complétées comme suit :

— entre la sous-fonction 104 et la sous-fonction 105 sont insérées les sous-fonctions suivantes :

1041 : Secrétaire  
1042 : Secrétariat  
1043 : Service du personnel  
1044 : Service de presse et d'information  
1049 : Service de gestion par informatique

Art. 12. In artikel 30, F, van hetzelfde besluit worden de 4<sup>e</sup> en 5<sup>e</sup> respectievelijk de 5<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup>.

Art. 13. Artikel 30, G, 1<sup>o</sup> van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1<sup>o</sup> Het preparaat bevat het oplosbaar bestanddeel van het menselijk plasma dat, door toevoeging van trombine in fibrine wordt omgezet. De bereidingsmethode moet het gevaar voor overdracht van virus-hepatitis en van het LAV/HTLV3 virus zoveel mogelijk beperken. Het onderzoek naar het HBs-antigeen en naar LAV/HTLV3-antistoffen moet voor elke bloedgever negatief zijn. De inrichtingen die meer dan 20 bloedgevers gebruiken voor mengsels van plasma moeten het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie daarvan op de hoogte brengen en zij moeten het maximum aantal bloedgevers die de partij vormen vermelden. »

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1985.

Art. 15. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid  
en Leefmilieu,  
F. AERTS

N. 85 — 1382

1 JULI 1985. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 juli 1983 houdende de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Minister van Sociale Zaken, de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1983 tot invoering van de functioneel-economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 1983 houdende de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven dient aangevuld te worden en dat deze aanvulling onverwijld aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn moet meegedeeld worden met het oog op het opstellen van hun begroting voor het dienstjaar 1986

Besluiten :

Eng artikel. De bijlagen bij het ministerieel besluit van 12 juli 1983 houdende de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, worden aangevuld als volgt :

— tussen de sub-functie 104 en de sub-functie 105 worden volgende onderfuncties ingelast :

1041 : Secretaris  
1042 : Secretariaat  
1043 : Personeelsdienst  
1044 : Pers en voorlichting  
1049 : Informatieverwerking